



*****COMMUNIQUÉ DE PRESSE*****

Suppression de 1 050 emplois à General Electric : réaction des élus du Territoire de Belfort et de la Région Bourgogne-Franche-Comté

Dans un communiqué commun, Damien MESLOT, Maire de Belfort et Président du Grand Belfort, Florian BOUQUET, Président du Département du Territoire de Belfort, Marie-Guite DUFAY, Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté, Cédric PERRIN, Sénateur du Territoire de Belfort, Michel ZUMKELLER et Ian BOUCARD, Députés du Territoire de Belfort, réagissent à l'annonce de suppression d'emplois faite aujourd'hui par General Electric.

Les élus ont pris connaissance des chiffres transmis ce matin par la direction du site de Belfort aux membres du Conseil d'administration.

Un plan social a été annoncé avec la suppression de 1 050 emplois, dont 800 dans la branche turbine à gaz et 250 au sein des services supports sur les sites de Belfort et Bourogne.

Ce plan intervient au lendemain des élections européennes, tel que les élus l'avaient dénoncé dans leur lettre ouverte au Président de la République.

Il s'agit d'une nouvelle épreuve pour la Cité du Lion, pour le bassin industriel du Nord Franche-Comté et plus largement pour la filière énergie en France.

Alors que les femmes et les hommes du plus gros site industriel de GE au monde, leur savoir-faire et leur histoire ont fait la fierté industrielle du pays, c'est plus de la moitié des salariés de l'activité gaz, soit 25 % des employés qui vont perdre leur emploi avec cette annonce.

Les engagements du géant américain, pris lors du rachat de la branche énergie d'Alstom sont loin. Restent ceux pris par le Gouvernement.

En 2015, Emmanuel MACRON, alors Ministre de l'Économie et des Finances, vantait le choix GE aux salariés devant la presse : « *Belfort a un avenir industriel. Cet avenir industriel fait partie d'abord des engagements pris de part et d'autre, et ces engagements sont suivis par le Gouvernement* ». Bruno LE MAIRE, actuel Ministre de l'Économie et des Finances, affirme étudier toutes les pistes de diversification pour préserver l'emploi et qu'aucun site ne fermera.

Enfin, le Président de la République s'est engagé il y a quelques semaines en affirmant aux élus que la situation de General Electric faisait l'objet de la meilleure vigilance de l'État.

Qu'en sera-t-il dans quelques années, lorsque le site de Belfort, privé de sa taille critique et de son savoir-faire, ne pourra plus répondre aux appels d'offres ?

Les élus du Territoire de Belfort et de l'ensemble de la Bourgogne-Franche-Comté expriment leur totale solidarité avec les salariés de General Electric et les assurent de tout leur soutien. Ils sont en contact avec les syndicats pour les concerter sur les suites à donner. Une mobilisation des salariés, de la population et des élus est en préparation.

D'autre part, les élus demandent un rendez-vous rapide avec le Ministre de l'Économie et des Finances, Bruno LE MAIRE, pour évoquer la mise en œuvre rapide des pistes de diversification qu'ils ont proposées avec les syndicats depuis maintenant plusieurs mois.

Les élus rappellent leur détermination à défendre les intérêts de Belfort, de ses salariés et de son savoir-faire.

Les collectivités territoriales vont se mobiliser aux cotés de l'Etat pour adapter les compétences existantes et favoriser l'installation de nouvelles activités industrielles à Belfort.

L'heure est à la mobilisation générale, nous ne lâcherons rien !

Belfort, le 28 mai 2019

